



**PRÉFET
DE LA HAUTE-VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité inter-départementale de la Corrèze, de la Creuse et de
la Haute-Vienne
Site de Limoges
22, rue des Pénitents Blancs
87 039 Limoges

Limoges, le 20/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ARMEX

ZA La Croix du Breuil
87 250 Bessines-sur-Gartempe

Références : UID872025-244
Code AIOT : 0006003107

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/11/2025 dans l'établissement ARMEX implanté ZA La Croix du Breuil - 87 250 Bessines-sur-Gartempe. L'inspection a été annoncée le 06/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARMEX
- ZA La Croix du Breuil - 87 250 Bessines-sur-Gartempe
- Code AIOT : 0006003107
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site dispose d'un récépissé de déclaration du 22 décembre 2005 au titre de la rubrique 2560 (travail mécanique des métaux, pour une puissance de 270 kW) et d'une preuve de dépôt d'une déclaration de modification de l'installation du 15 septembre 2021 (puissance de 350 kW).

Outre le Code de l'environnement, les actes administratifs précités et l'arrêté ministériel du 27 juillet 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2560 ont servi de référentiels pour l'inspection.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Contrôle périodique	Code de l'environnement du 01/01/2016, article R.512-58	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois (justificatif de commande) 3 mois à réception du rapport (envoi et actions correctives)
9	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I - point 7.3. - 1 ^{er} alinéa	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 semaines

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Autre du 15/09/2021, article /	Sans objet
3	Rétentions	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I - point 2.10.	Sans objet
4	Produits chimiques - fiches de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 35	Sans objet
5	Produits chimiques - mesures de maîtrise des risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
6	Propreté	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I - point 3.4.	Sans objet
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I - point 4.2.	Sans objet
8	Circuit de refroidissement	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I - point 5.2.	Sans objet
10	Télédéclaration d'un incident/accident	Décret du 11/08/2025, articles 5 et 8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des actions correctives relatives à la gestion des déchets sont en cours.

Un contrôle périodique, au sens de l'article R.512-55 du Code de l'environnement, est à faire réaliser.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Autre du 15/09/2021, article /
Thème(s) : Situation administrative, /
Prescription contrôlée : Installations relevant de la rubrique 2560.2 ; régime à déclaration soumis au contrôle périodique (350 kW)
Constats : Le site dispose d'un récépissé de déclaration du 22 décembre 2005 pour la rubrique 2560 (270 kW). Une déclaration de modification a été réalisée ensuite concernant l'augmentation de la puissance à 370 kW. La preuve de dépôt correspondante date du 15 septembre 2021. Lors des échanges, l'exploitant a indiqué : <ul style="list-style-type: none">- l'absence d'évolution significative quant à cette puissance depuis 2021,- l'absence d'autres activités/installations, en particulier celles susceptibles de relever des rubriques 2561, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2575, 2925, 2910, 4725, 4719, 1978 et 2940, ce qui a pu être constaté sur les parties visitées. Les activités et installations relèvent donc toujours du régime de la déclaration (avec contrôle périodique, cf. point de contrôle N°2), uniquement pour la rubrique 2560. Pour mémoire, certaines déclarations (modification des installations, déclaration initiale pour une nouvelle activité/installation à déclaration...) peuvent être réalisées en ligne sur le site suivant : https://entreprendre.service-public.gouv.fr .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2016, article R.512-58
Thème(s) : Autre, /
Prescription contrôlée : Pour chaque catégorie d'installations, des arrêtés pris en application de l'article L.512-10 fixent les prescriptions sur le respect desquelles porte le contrôle périodique et définissent celles dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R.512-59-1. Ces arrêtés peuvent prévoir les conditions dans lesquelles l'obligation de contrôle périodique peut être aménagée pour les installations ayant une durée d'utilisation inférieure à six mois par an.

Le contrôle porte sur le respect des prescriptions édictées par les arrêtés mentionnés au premier alinéa, complétées par celles édictées par les arrêtés préfectoraux mentionnés aux articles L. 512-9 et L. 512-12, ainsi qu'aux articles R. 512-52 et R. 512-53.

Le premier contrôle d'une installation a lieu dans les six mois qui suivent sa mise en service.

[...]

Lorsqu'une installation non classée ou, relevant du régime de la déclaration sans contrôle périodique et régulièrement mise en service, vient à être soumise à l'obligation de contrôle périodique en vertu d'un décret modifiant la nomenclature des installations classées, l'exploitant procède à ce contrôle au plus tard deux ans après la date à laquelle l'arrêté mentionné au premier alinéa est rendu applicable à cette installation.

Constats :

Le site ne disposant pas de certification ISO 14001 ou d'enregistrement en application du règlement EMAS, le contrôle périodique est à faire réaliser selon une fréquence quinquennale (article R.512-57 du Code de l'environnement).

Pour rappel, le contrôle périodique, pour la rubrique 2560, a été introduit par le décret N°2013.1205 du 14 décembre 2013 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Au regard du dernier alinéa de l'article R.512-58 précité du Code de l'environnement, le contrôle périodique est à faire réaliser depuis fin 2015.

Interrogé sur ce sujet, l'exploitant a indiqué ne pas avoir fait réaliser le contrôle périodique, mais a souhaité disposer rapidement de la liste des organismes agréés afin d'y remédier. Celle-ci a été fournie par l'Inspection le 12 novembre 2025.

Aussi, l'exploitant est invité à transmettre à l'Inspection :

- dans un délai de 1 mois, un justificatif de commande de ce contrôle (bon de commande, devis signé avec la mention « bon pour accord » ou tout autre document équivalent), accompagné de la copie de sa transmission à l'organisme agréé retenu,
- dans un délai de 3 mois à réception du rapport de contrôle, ledit rapport, accompagné d'une part de la copie du courrier adressé à l'organisme agréé présentant les actions correctives avec leur échéancier en cas de constat de non conformités majeures (article R.512-59-1 - 1^{er} alinéa du Code de l'environnement), d'autre part des actions correctives prises ou envisagées avec leur échéancier en cas de constat d'autres non conformités.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois (justificatif de commande) ; 3 mois à réception du rapport (envoi et actions correctives)

N° 3 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I - point 2.10.

Thème(s) : Risques chroniques, /

Prescription contrôlée :

Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention [...]

Constats :

Le site dispose de très peu de produits, l'activité n'en exigeant pas une grande consommation. Une rétention a été récemment installée pour le GRV de 1000 litres contenant du liquide de refroidissement, utilisé dans les refroidisseurs des machines.

Pour mémoire au besoin, les volumes des capacités de rétention associées à l'activité de travail mécanique des métaux, sont fixés au point 2.10. de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 27 juillet 2015 précité :

« Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;*
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.*

[...]

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients, si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale, ou 50 % dans le cas de liquides inflammables, avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. »

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Produits chimiques - fiches de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 35

Thème(s) : Produits chimiques, /

Prescription contrôlée :

Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises conformément aux articles 31 et 32 et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.

Constats :

La fiche de données de sécurité du produit le plus utilisé a été demandée lors de l'inspection. L'exploitant a présenté ce document, rédigé en français, mis à jour en 2022 et comportant les rubriques réglementaires.

L'ensemble des fiches de données de sécurité sont rangées par ordre alphabétique dans un classeur. Selon les échanges, ce classeur est disponible à l'ensemble du personnel dans un bureau, même en l'absence de son occupant habituel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Produits chimiques - mesures de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, /
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ; [...]
Constats : Les prescriptions ont été abordées sous l'angle du rappel. À chaque réception de fiche de données de sécurité, il convient de prendre connaissance de son contenu, en particulier les rubriques suivantes en lien avec la législation des installations classées : - rubrique 5 : mesures de lutte contre l'incendie, - rubrique 6 : mesures à prendre en cas de déversement, - rubrique 7 : manipulation et stockage, - rubrique 13 : considérations sur l'élimination.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I - point 3.4.
Thème(s) : Autre, /
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.
Constats : Les parties visitées lors de l'inspection étaient propres par rapport à l'activité exercée, que ce soit pour les zones intérieures ou extérieures.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I - point 4.2.
Thème(s) : Risques accidentels, /
Prescription contrôlée : L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment : -[...] - des extincteurs [...], bien visibles et facilement accessibles.[...]

<p>Constats :</p> <p>Pour les extincteurs vus lors de la visite du site, ils étaient bien visibles et accessibles.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Circuit de refroidissement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I - point 5.2.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, /</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les circuits de refroidissement ouverts sont interdits.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le refroidissement des machines se fait à l'aide de circuits fermés, fonctionnant avec un liquide de refroidissement autre que l'eau.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Entreposage des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I - point 7.3. - 1^{er} alinéa</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, /</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets produits par l'installation sont entreposés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs...) [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les principaux déchets sont métalliques. Ils sont évacués par une entreprise spécialisée et autorisée en vue de leur recyclage.</p> <p>Dans le cadre de l'installation des nouveaux systèmes de refroidissements des machines, une cuve de 3000 litres, ne disposant pas de rétention et contenant l'effluent de l'ancienne installation de refroidissement (environ 1500 litres), doit être évacuée dans les tout prochains jours. L'exploitant est invité à justifier cette évacuation auprès de l'Inspection dans un délai de 3 semaines.</p> <p>Enfin, le jour de l'inspection, l'exploitant était dans l'attente de la livraison d'une rétention pour un GRV de 1000 litres contenant des huiles usagées, l'exploitant ayant précisé que la capacité sera de 100 % du volume du récipient. L'exploitant est invité à confirmer l'installation de cette rétention à l'Inspection, dans un délai de 3 semaines.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 semaines</p>

N° 10 : Télédéclaration d'un incident/accident

Référence réglementaire : Décret du 11/08/2025, articles 5 et 8
Thème(s) : Risques accidentels, /
Prescription contrôlée : Article 5 L'article R. 512-69 est complété par un alinéa ainsi rédigé : « La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnées à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité. » Article 8 Les dispositions de l'article 5 entrent en vigueur le 1 ^{er} janvier 2026.
Constats : Les prescriptions ont été abordées dans un cadre informatif. La télédéclaration des incidents et accidents est possible à ce jour, mais non obligatoire. La démarche se fait depuis le site internet https://entreprendre.service-public.gouv.fr/ . En cas d'accident, la télédéclaration implique l'envoi automatique d'un courriel au déclarant comportant un lien permettant ensuite d'adresser le rapport d'accident. Pour mémoire, en cas d'incident, ce rapport est demandé, au besoin, par l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite